

Possibilités pour une prospérité durable
Rapport d'étape annuel 2007-08



Imprimé sur du papier certifié FSC, recyclé à 50 %, dont 25 % avec des matières recyclées après consommation.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
STRATÉGIE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	4
COMMENT MESURER NOS PROGRÈS	5
SECTEURS D'INTERVENTION PRIVILÉGIÉE STRATÉGIQUES	7
Climat d'affaires – Environnement propice à la croissance	7
Productivité et innovation	9
Commerce et compétitivité	11
Capital financier – Investissements	14
Capital naturel – Durabilité	16
Capital matériel – Infrastructure	19
Capital humain – Main-d'œuvre	21
Capital social – Capacité régionale	23

ANNEXES Visitez www.gov.ns.ca/econ/ofsp/

Annexe A – Survol des domaines d'intervention privilégiée

Annexe B – Liens utiles

INTRODUCTION

La stratégie *Possibilités pour une prospérité durable 2006* a fait naître en Nouvelle-Écosse une nouvelle façon de pensée et ouvert la voie vers des progrès à long terme. Cette stratégie de croissance puise dans l'approche classique du développement économique toute son audace car elle permet l'intégration de préoccupations environnementales ainsi que de certains systèmes sociaux et économiques tout en investissant dans le capital financier, naturel, humain et social de la Nouvelle-Écosse, ainsi que dans son infrastructure.

Au cours des deux dernières années, beaucoup d'entreprises ont intégré ce concept à leurs façons de faire pour répondre aux attentes croissantes des clients quant au choix d'options environnementales économiques, que ce soit au niveau national ou international. Plusieurs initiatives témoignent de cette tendance comme le marché des fermiers situé près du port d'Halifax, lequel est basé sur la notion même de durabilité. En outre, nous recevons régulièrement des appels de pays désireux d'en savoir davantage sur ce que la Nouvelle-Écosse fait sur le plan environnemental.

Le présent rapport est donc un état des lieux des progrès qui ont été effectués dans huit domaines grâce des à des initiatives gouvernementales mettant l'accent sur une prospérité durable. Certaines de ces initiatives ont déjà été menées à bien alors que d'autres sont en cours.

2

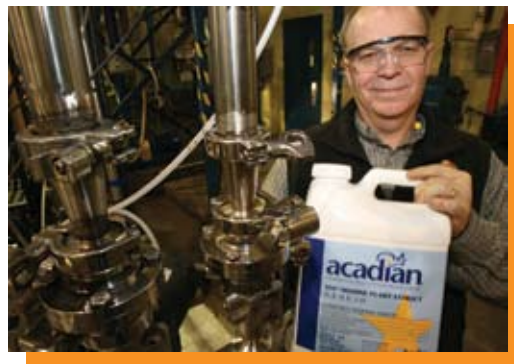
Il est indéniable que nous devons relever un nombre important de défis, comme l'exode de notre main-d'œuvre, le passage d'une économie de ressources vers une économie basée sur la connaissance, sans oublier la force du dollar canadien. Guidé par la vision d'une nouvelle Nouvelle-Écosse, le gouvernement est en train de créer des débouchés pour la main-d'œuvre qualifiée, d'éduquer sa population pour qu'elle soit plus compétitive, d'améliorer son infrastructure, de créer des communautés plus sûres et plus saines, et de protéger l'environnement et les structures sociales.

La loi sur les objectifs en matière d'environnement et la prospérité durable (*Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable*), introduite en 2007, établit des objectifs ambitieux pour que la Nouvelle-Écosse devienne, au niveau mondial, l'une des régions les plus propres avec un environnement véritablement durable. Cela signifie obtenir, d'ici à 2020, une performance économique égale ou supérieure à la moyenne canadienne. La stratégie *Possibilités pour une prospérité durable* contient ce qui devra être mis en œuvre pour réaliser cet objectif économique audacieux de façon durable. Pour mener à bien ce projet, l'ensemble des niveaux du gouvernement, les entreprises, les associations industrielles ainsi que les organismes à but non lucratif devront concerter leurs efforts.

La prospérité sociale et économique ainsi que la durabilité environnementale sont reliées l'une à l'autre puisque notre qualité de vie dépend directement des résultats obtenus. Une évaluation intégrée de ces trois systèmes doit donc constituer la base de l'ensemble des décisions et des investissements du gouvernement. Le cadre de travail en matière de durabilité sociale, *Tisser les liens d'un tissu social durable*, publié en 2007, présente le contexte social nécessaire à cette évaluation. Cet important cadre de travail fait valoir notre qualité de vie actuelle et celle des générations à venir.

Ce rapport présente les principaux progrès qui ont été effectués par rapport à la stratégie *Possibilités pour une prospérité durable*. Pour en savoir plus, veuillez visiter le site www.gov.ns.ca/econ/ofsp/.

La prospérité durable suppose pouvoir exploiter les possibilités actuelles sans compromettre l'avenir, tout en travaillant ensemble pour obtenir une économie forte et compétitive, un environnement sain, ainsi que des communautés dynamiques et prospères.



STRATÉGIE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

La stratégie *Possibilités pour une prospérité durable* prévoit faire de la Nouvelle-Écosse « le meilleur endroit au Canada pour vivre, travailler, faire des affaires et élever sa famille », et identifie les cinq éléments essentiels qui forment la base de son économie : le capital financier, le capital naturel, le capital matériel, le capital humain et le capital social. Il est donc possible de faire un meilleur profit de ces cinq capitaux grâce aux trois priorités stratégiques suivantes : un climat commercial plus favorable, une augmentation de la productivité grâce à l'innovation ainsi qu'une compétition accrue (voir le Tableau 1).

La stratégie en question propose un cadre de travail coordonné quant à la mise en place des initiatives gouvernementales tout en permettant à de nouvelles initiatives de voir le jour. Dirigée par le ministère du Développement économique de la Nouvelle-Écosse, cette stratégie engage les différents ministères et agences du gouvernement à faire un travail de collaboration pour réaliser les objectifs liés à la prospérité durable. L'Annexe B contient plusieurs liens menant vers des stratégies et des initiatives qui viennent compléter les objectifs de la stratégie sur la prospérité durable. Nous vous invitons à visiter le site www.gov.ns.ca/econ/ofsp/.

4

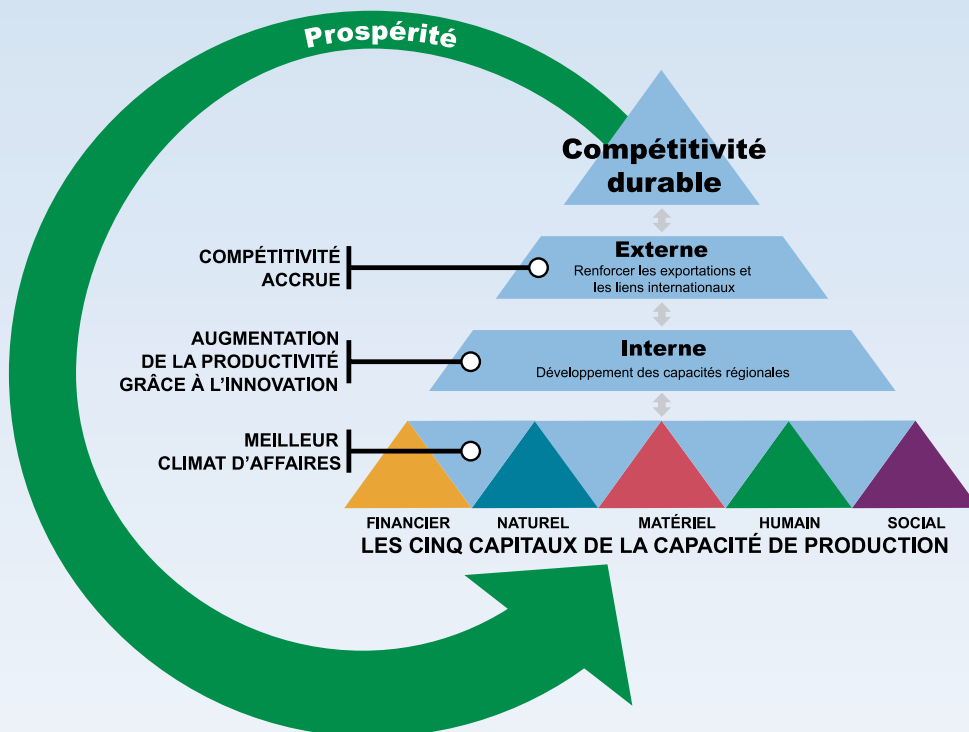


Tableau 1. Model de croissance économique de la Nouvelle-Écosse

COMMENT MESURER NOS PROGRÈS

Le gouvernement a pris l'engagement de rendre compte, chaque année, des progrès effectués dans les huit secteurs d'intervention privilégié du modèle de croissance économique (Tableau 1). Pour chacun de ces secteurs, plusieurs objectifs mesurables ont été établis. Les tableaux du présent rapport contiennent les données les plus récentes pour chaque objectif en question. Il est important de préciser que certaines mesures dépendent de forces externes sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle. Ces mesures font l'objet d'un suivi afin de pouvoir évaluer l'état de la situation actuelle et d'identifier les domaines sur lesquels nous devons davantage nous concentrer.

Cibles mesurables pour atteindre notre vision

<p>Une Nouvelle-Écosse prospère</p> <p>D'ici à 2010, le PIB de la Nouvelle-Écosse en dollars constants par personne sera 5 p. 100 plus près de la moyenne canadienne.</p> <p>D'ici à 2010, le revenu* disponible moyen des particuliers en Nouvelle-Écosse par personne aura augmenté de 5 p. 100.</p> <p>* Corrigé en fonction de l'inflation</p>	<p>2005: PIB de la Nouvelle-Écosse en dollars constants : 78,4 % de la moyenne canadienne (année de référence)</p> <p>2006: PIB de la Nouvelle-Écosse en dollars constants : 77,9 % de la moyenne canadienne</p> <p>2005: Revenu disponible moyen des particuliers en Nouvelle-Écosse : 20 014 \$ (année de référence)</p> <p>2006: Revenu disponible moyen des particuliers en Nouvelle-Écosse : 20 767 \$ (une augmentation de 3,8 %)</p>
<p>Le meilleur endroit pour vivre et travailler...</p> <p>D'ici à 2011, la Nouvelle-Écosse connaîtra une migration nette de sa population de moins de 30 ans.</p> <p>D'ici à 2010, la Nouvelle-Écosse attirera 3 600 immigrants par année.</p>	<p>2006: migration nette, -1 559 personnes de moins de 30 ans (année de référence)</p> <p>2007: migration nette, -1 498 personnes de moins de 30 ans</p> <p>2005: 1 929 immigrants (année de référence)</p> <p>2006: 2 580 immigrants</p> <p>2007: 2 523 immigrants (préliminaire)</p>
<p>Le meilleur endroit pour faire des affaires...</p> <p>D'ici à 2016, la Nouvelle-Écosse améliorera son classement national en ce qui a trait à « l'indicateur formation brute de capital fixe des entreprises (en excluant les structures résidentielles) exprimé en pourcentage du PIB ».</p>	<p>2005: La Nouvelle-Écosse est au 6e rang avec 10,5 % (année de référence)</p> <p>2006: La Nouvelle-Écosse est au 5e rang avec 11,4 %</p>
<p>Le meilleur endroit pour élever sa famille...</p> <p>D'ici à 2016, la Nouvelle-Écosse aura amélioré le pourcentage obtenu à Statistiques Canada sous « fort sentiment d'appartenance à sa collectivité ».</p>	<p>2005 : Un sentiment d'appartenance à sa collectivité allant de très fort à passablement fort, 70,3 % (année de référence)</p>

Lien vers la loi sur les objectifs environnementaux et la prospérité durable (Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable)

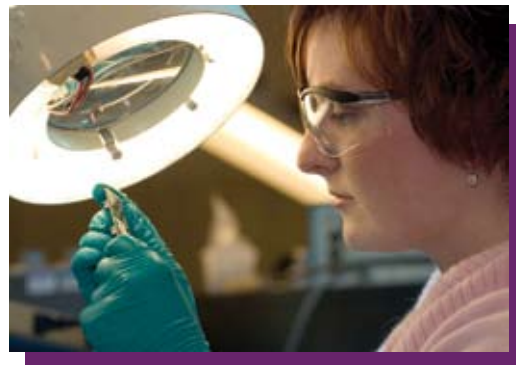
paragraphe 4(1)(b)

«...offre une certitude à tous les secteurs de l'économie grâce à la stratégie de développement économique gouvernementale intitulée *Possibilités pour une prospérité durable*, et établit des objectifs clairs en matière d'environnement tout en améliorant la performance économique de la province pour atteindre, d'ici à 2020, un niveau équivalent ou supérieur à la moyenne canadienne. »
(traduction)

Aujourd'hui, la performance économique est fréquemment mesurée en calculant le PIB en dollars constants par personne. Selon les données les plus récentes (2006), la Nouvelle-Écosse se situe à 78 % de la moyenne canadienne. L'indice du climat des affaires, composé de 53 indicateurs, sert à mesurer la performance économique en fonction d'une perspective plus large.

Visitez le site www.gov.ns.ca/econ/businessclimate/.

Le gouvernement explore actuellement l'élaboration d'une approche intégrée pour effectuer ce type d'évaluation, laquelle serait basée sur une conception plus durable de la prospérité plutôt que sur seulement le PIB par personne.



SECTEURS D'INTERVENTION PRIVILÉGIÉE STRATÉGIQUES

Climat d'affaires – Environnement propice à la croissance

Créer un climat propice aux investissements qui favorise l'entrepreneuriat ou qui encourage les entreprises à se développer selon un modèle durable

Défi

Mettre en place un ensemble de lois adéquates ainsi que de politiques et de mesures fiscales incitatives; harmonisation de ces lois avec celles des autres provinces; maximiser les processus logistiques; faire baisser la dette provinciale

Initiatives et projets actuels

La province de la Nouvelle-Écosse accorde à la gestion fiscale une importance primordiale; elle a donc effectué au cours des dernières années des progrès considérables en ce qui concerne la gestion de sa dette. Ces efforts ont entraîné une amélioration des cotes de solvabilité ainsi qu'une baisse des frais de service liés à la dette. La Nouvelle-Écosse réussit de plus à équilibrer son budget depuis six ans et respecte le plan de réduction de sa dette.

Fidèle à son engagement en ce qui a trait à l'équilibre de son budget, la Nouvelle-Écosse est en train de mettre en place un programme d'allègement fiscal pluriannuel pour les entreprises et les particuliers. L'exemption personnelle de base augmentera de 1 000 \$ entre 2007 et 2010. Le seuil relatif à l'impôt sur les petites entreprises est passé à 400 000 \$. L'impôt sur le capital des grandes sociétés, lequel vise le capital social, la dette à long terme et certains autres éléments du capital, sera progressivement supprimé d'ici à 2012. Cette suppression permettra d'éliminer un obstacle considérable aux investissements et à la productivité pour de nombreuses entreprises et aidera ces dernières à être plus compétitives sur les marchés nationaux et internationaux.

Nous sommes également en train d'apporter des améliorations au système de réglementation provinciale. En effet, l'Initiative pour une meilleure réglementation est en train de faciliter les activités commerciales en Nouvelle-Écosse grâce à une amélioration à long terme de la réglementation ainsi qu'en aidant les entreprises à se conformer à cette réglementation. Pendant l'exercice 2006–2007, les démarches administratives concernant les entreprises ont baissé de 2,5 pour cent, et cette baisse atteindra les 20 pour cent d'ici à 2010, ce qui entraînera une réduction des charges pour les entreprises. En décembre 2007, la réunion des premiers ministres des provinces de la région de l'Atlantique sur la coopération régionale a donné lieu à la création d'une entente permettant de cibler certains domaines clés ainsi que de simplifier la réglementation au niveau provincial.

Principaux éléments pour 2007–08

- La Nouvelle-Écosse est la première province de la région de l'Atlantique à former un partenariat avec le gouvernement fédéral pour offrir le programme PerLE. Ce service en ligne gratuit permet aux propriétaires d'entreprise de s'orienter dans les divers règlements et procédures, et ceci à tous les niveaux du gouvernement. Le service PerLE a été lancé dans la municipalité régionale d'Halifax et à New Glasgow, et il est prévu d'élargir ce service à d'autres communautés de la province, notamment à 10 autres municipalités d'ici à mars 2009.
- L'élaboration d'un régime réglementaire moderne ciblant le développement de la mine de charbon Donkin, située au Cap-Breton, est en train d'être facilité grâce à une réforme du droit fédérale-provinciale ainsi qu'à un travail de coordination administrative.
- Le registre des titres de prospection minière et pétrolière (Registry of Mineral and Petroleum Titles) est en train de mettre au point un système numérique qui permettra une gestion efficace de ce registre, améliorera le service à la clientèle, et favorisera la compétition avec les autres provinces.
- Au cours du printemps 2008, le projet de loi visant à abroger la loi sur l'hébergement touristique (*Tourist Accommodations Act*) permettra à l'industrie touristique de s'autoréguler grâce à des normes et à des programmes nationaux et internationaux établis par l'intermédiaire de l'Association de l'industrie touristique de la Nouvelle-Écosse.
- La politique d'achat des véhicules verts (Green Vehicle Procurement Policy) (septembre 2007) tient compte des coûts à long terme de l'essence et des émissions polluantes en ce qui concerne les achats et les locations de nouveaux véhicules par le gouvernement.
- La catégorie argent du Electronic Product Environmental Assessment Tool vise l'achat, par un gouvernement, d'ordinateurs de bureau, d'ordinateurs portables et d'écrans. Cet outil reconnu dans le monde entier établit un certain nombre de normes pour la conception de produits et leurs caractéristiques environnementales.

Cibles mesurables pour le climat d'affaires

Réduire le fardeau fiscal de la province en tant que pourcentage du PIB.	2004 2005 2006 2007	13,18 % (révision) 13,51 % (révision) 14,09 % (révision) 13,61 %
Réduire la charge documentaire liée aux règlements de 20 % d'ici 2010	2005–2006 2006–2007	615 000 heures; 0 % de réduction (année de référence) 2,5 % de réduction
Réduire la dette du gouvernement (réduction exprimée en pourcentage du PIB*) * basé sur les nouvelles estimations du PIB des comptes économiques provinciaux publiés par Statistique Canada en novembre 2007	2004 2005 2006	41 % (révision) 38,8 % (révision) 38,6 % (révision)
Réaliser un excédent budgétaire annuel.	2004–2005 2005–2006 2006–2007	excédent de 165,3 M\$ excédent de 238,8 M\$ (ajusté) excédent de 182,4 M\$ surplus (réel)

Productivité et innovation

Favoriser la productivité grâce à des produits et à des processus novateurs qui permettent d'éliminer le gaspillag

Défi

Investir dans la recherche et le développement; améliorer la communication et le travail de coordination; se concentrer sur la durabilité et la compétitivité

Initiatives et projets actuels

La recherche contribue à la croissance économique de la Nouvelle-Écosse en attirant et en fidélisant des travailleurs hautement qualifiés. Les prix remis pour certaines recherches permettent d'améliorer notre infrastructure et nos capacités. En 2001, la province a mis en place le Fonds de recherche et d'innovation de la Nouvelle-Écosse (FRIN.-É.) dans le but de favoriser la recherche au niveau provincial. Le gouvernement donne chaque année 5 M\$ à ce fonds. Jusqu'à présent, le FRIN.-É. a accordé plus de 40 M\$ pour quelque 250 projets de recherche valant 150 M\$, et s'est de plus vu accorder quelque 90 M\$ par les conseils subventionnaires fédéraux.

La province continue à apporter son soutien à la recherche et à des entreprises qui innovent, comme Protocase, laquelle est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits novateurs, ainsi que Trihedral Engineering, entreprise spécialisée dans la conception de logiciels de surveillance et de contrôle. En outre, l'initiative « Où il fait bon vivre » permet de présenter la Nouvelle-Écosse comme une province qui favorise l'innovation. MedMira, le Brain Repair Centre et Survival Systems font partie des entreprises de pointe qui se sont installées en Nouvelle-Écosse.

Le modèle High Performance Incubation (HPI)TM de inNOVAcorp permet aux entreprises du savoir à fort potentiel de surmonter certains obstacles à leur croissance. Pour ce faire, inNOVAcorp intègre à son approche l'infrastructure d'incubation, le mentorat ainsi que le placement de capital de risque.

Principaux éléments pour 2007–08

- L'écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques a été mise en place pour financer des projets portant sur la réduction des gaz à effets de serre et des polluants de l'air en Nouvelle-Écosse. En tout, 42,5 M\$ ont été accordés à ce fonds, lesquels permettront de financer des projets comme celui sur la création d'installations de démonstration pour l'énergie marémotrice dans la Baie de Fundy.
- Le Nova Scotia Environmental Engineering Research Centre a été créé pour permettre de mieux répondre aux défis techniques liés à la préservation de l'environnement.
- Le portail Web Google Earth de la Nouvelle-Écosse, outil de marketing touristique novateur, a remporté le Prix de l'innovateur de l'année de Deloitte, lequel est décerné au niveau national pour récompenser l'excellence dans le domaine touristique.
- Le programme d'emploi coopératif et de recherche et de développement du secteur privé (Private Sector Research and Development Co-operative Employment Program), lequel a récemment été mis sur pied, permet de favoriser l'innovation des entreprises néo-écossaises qui font un travail de recherche et développement. Ce programme permet à des étudiants en science, en ingénierie et en affaires de trouver des entreprises qui font de la recherche dans leur domaine d'étude.

- Le programme I-3 Technology Start-Up Competition de inNOVAcorp permet d'identifier et de soutenir le développement, en Nouvelle-Écosse, d'entreprises du savoir à fort potentiel qui en sont à leur premier stade, ainsi que de favoriser les activités d'entrepreneuriat dans la province. En 2007, cinq gagnants ont chacun reçu 100 000 \$, donnés à la fois en espèces et sous la forme de services de développement d'entreprise. MorSwift Machines Inc. fait partie des cinq entreprises qui ont pu, grâce à cette aide financière, financer des capitaux de lancement.

Cibles mesurables pour la productivité et innovation

Atteindre le 1er rang en Atlantique pour les dépenses en recherche et en développement par entreprise.	2004 2005	3 991 \$ Nouvelle-Écosse 2e rang en Atlantique 8e rang au Canada 4 034 \$ Nouvelle-Écosse 3e rang en Atlantique 9e rang au Canada
Augmenter la valeur des industries de service basées sur le savoir par rapport au PIB.	2004 2005 2006	24,7 % 24,9 % 24 %



Commerce et compétitivité

Favoriser la croissance économique grâce à une approche intégrée et collaborative en ce qui concerne le commerce international, les investissements ainsi que le développement de produits, de services et de communautés en fonction de normes mondiales

Défi

Être compétitif au niveau régional, national et international; éliminer les obstacles au commerce; permettre aux entreprises de se développer; attirer de nouvelles entreprises

Initiatives et projets actuels

Trade Team Nova Scotia (TTNS), partenariat entre le fédéral, le provincial et le secteur privé, permet aux exportateurs actuels et potentiels d'avoir accès plus facilement à la gamme de services offerts par ses membres. TTNS cible trois principaux domaines : la communication, le développement de compétences ainsi que les projets commerciaux collectifs. La compétitivité des entreprises néo-écossaises à l'étranger est soutenue en permanence grâce à de multiples initiatives comme la participation à des missions commerciales conjointes ainsi qu'à des foires et des expositions commerciales internationales.

Le programme « Où il fait bon vivre » permet d'informer certains marchés clés, comme ceux de Boston, de Toronto, d'Ottawa et de Calgary, sur la Nouvelle-Écosse. Certaines campagnes de marketing permettent en outre de renforcer le message selon lequel la Nouvelle-Écosse est une région où il fait bon vivre, travailler, investir, se lancer dans les affaires, recevoir une éducation et élever une famille. Le soutien du secteur privé pour l'initiative « Où il fait bon vivre » continue à croître. Quatre-vingt-neuf membres participaient à ce programme en automne 2007, et il est prévu que ces membres soient une centaine d'ici au printemps 2008.

En guise de première étape pour la International Framework Initiative de la Nouvelle-Écosse, Rodney MacDonald, premier ministre, a mis en œuvre le cadre intitulé *Une Nouvelle-Écosse planétaire : Un cadre de travail international pour la Nouvelle-Écosse*, à l'occasion de la Ambassadors Economic Mission qui a eu lieu en Nouvelle-Écosse en novembre 2007. Ce cadre de travail a permis de présenter aux ambassadeurs de 19 pays les forces de la Nouvelle-Écosse. Ce même message a été communiqué à un auditoire plus important, composé de quelque 90 ambassadeurs et hauts-commissaires, le 6 février 2008, à l'occasion de la journée internationale de la Nouvelle-Écosse à Ottawa.

L'équipe chargée du développement commercial de Nova Scotia Business Inc. (NSBI) a déjà atteint un grand nombre des objectifs prévus pour 2007–2008. Depuis le 1er avril 2006, cette équipe a organisé plus de 2 000 réunions (vente/partenariat) et a aidé quelque 300 clients à pénétrer encore plus certains marchés d'exportation internationaux. Grâce à ces activités, les clients de la NSBI ont obtenu une augmentation de leurs ventes de plus de 120 M\$.

Le programme Forestry Transition permet à l'industrie forestière de composer avec les défis qui ont entraîné la fermeture de certaines usines de pâtes et papiers du pays. Ces défis sont les suivants : force du dollar canadien, augmentation des prix de l'énergie, ralentissement de la construction de logements aux É.-U. et changements au sein du marché international.

La province a terminé une analyse de la concurrence de son secteur de transformation des fruits de mer, laquelle a permis d'identifier les opportunités et les défis présents au niveau mondial. Cette analyse, qui s'est penchée sur les aspects suivants : infrastructure, problèmes de main-d'œuvre, réglementation et prix, investissements, analyse financière et analyse du marché, climat commercial, a permis de fournir à cette industrie, ainsi qu'au gouvernement, un cadre de travail visant à améliorer sa compétitivité au niveau international.

La croissance des services financiers internationaux permettra de créer quelque 1 200 emplois d'ici à 2014, avec des salaires supérieurs à 60 000 \$, c'est-à-dire le double du salaire moyen de la province. Des entreprises comme Butterfield Fund Services, Marsh Captive Solutions, Citco Fund Services, Flagstone Management Services (Halifax) Inc., Meridian Fund Services et OC Financial Services sont en train d'établir des opérations commerciales stratégiques à Halifax. Afin de fêter le récent succès du secteur des services financiers internationaux de la province, Rodney MacDonald, premier ministre de la N.-É., ainsi qu'Angus MacIsaac, ministre du développement économique, Stephen Lund, PDG de NSBI, et plusieurs représentants du secteur, ont pu sonner la cloche de la bourse de New York le 26 février dernier.

Principaux éléments pour 2007-08

- Citco Group, chef de fil au niveau mondial en ce qui concerne le secteur des fonds spéculatifs, a choisi Halifax comme l'une de ses principales villes pour le développement technologique de certaines industries. Cela permettra de créer 325 nouveaux postes au cours des six prochaines années.
- La conférence Mining Matters 2007 a offert, entre autres, un symposium sur les investissements miniers pendant lequel ont été présentées les compagnies minières de la Nouvelle-Écosse installées dans la province et à l'étranger, ainsi que les compagnies étrangères présentes dans la province.
- Le programme GAP et le programme ExportAbility, lesquels font partie de la stratégie de la Nouvelle-Écosse en matière d'exportation intitulée *Going Global, Staying Local*, est en train d'obtenir des résultats positifs. Les participants à ce programme ont obtenu des ventes de 7,8 M\$ grâce à des projets financés en partie par la province (contribution de 110 000 \$) (les résultats du quatrième trimestre n'ont pas encore été publiés). Le programme ExportAbility a permis d'apporter un soutien à 32 personnes ainsi qu'à leurs entreprises pour qu'elles puissent accroître leur compétitivité au niveau international.
- Le revenu annuel généré en 2007-2008 par les clients actuels de InNOVAcorp ainsi que les anciens clients ont atteint 216 M\$. En outre, presque 80 pour cent des clients actuels de InNOVAcorp exportent des biens ou des services à l'étranger.

- L'outil de remise sur les salaires de NSBI a été amélioré afin d'être plus souple et permettre aux entreprises concernées d'effectuer certaines mises à niveau (p. ex. investir de nouveaux équipements) pour améliorer leur compétitivité. Les remises sur les salaires serviront à soutenir la création de postes correspondant aux compétences des diplômés et de la main-d'œuvre de la province, à offrir des salaires compétitifs, et donc permettre à la Nouvelle-Écosse d'être plus prospère.
- Le marque touristique de la Nouvelle-Écosse, laquelle a été redynamisée, permet de faire la promotion de la province comme destination touristique ainsi que des exportations à caractère touristique.

Cibles mesurables pour le commerce et compétitivité

<p>Augmenter le nombre et la valeur* des entreprises néo-écossaises qui exportent.</p> <p>* Cela comprend les entreprises dont les exportations sont supérieures à 30 000 \$.</p>	<p>2004* 933 entreprises, 4 874 M\$</p> <p>2005 885 entreprises, 4 560 M\$</p> <p>* (année de référence)</p>
<p>Accroître la diversité des exportations de la Nouvelle-Écosse (mesurée par le pourcentage d'exportations annuelles par des entreprises qui ne sont pas parmi les cinq principales exportatrices, comparé au pourcentage des exportations totales).</p>	<p>2005 31,5 % des exportations par des entreprises qui ne sont pas parmi les 5 premières</p> <p>2006 37,5 % des exportations par des entreprises qui ne sont pas parmi les 5 premières</p> <p>2007 35,1 % des exportations par des entreprises qui ne sont pas parmi les 5 premières</p>
<p>Accroître le nombre d'entreprises néo-écossaises qui exportent, par rapport à la totalité des entreprises de la N.-É.; par rapport au rapport des entreprises canadiennes qui exportent et à la totalité des entreprises canadiennes qui sont employeurs.</p>	<p>2004* 1 entreprise néo-écossaise sur 32 1 entreprise canadienne sur 22</p> <p>2005 1 entreprise néo-écossaise sur 34 1 entreprise canadienne sur 23</p> <p>* (année de référence)</p>

Capital financier – Investissements

Veiller à ce qu'il y ait suffisamment de fonds disponibles pour les possibilités qui permettront de créer une économie compétitive plus durable

Défi

Avoir accès aux capitaux nécessaires au démarrage ou à l'expansion d'une entreprise ainsi qu'à l'accroissement de la productivité

Initiatives et projets actuels

InNOVAcorp fait appel à un certain nombre de parties prenantes des secteurs publics et privés pour améliorer l'accès aux capitaux en Nouvelle-Écosse. Le secteur des placements de capitaux financiers connaît actuellement un certain dynamisme. Les entreprises basées en Nouvelle-Écosse se sont procurées, en 2004, 7 M\$ en capital de risque. Ce montant est passé à 18,7 M\$ en 2005, à 24 M\$ en 2006, et à 17,5 M\$ en 2007.

En 2007, NSBI a mis sur pied un service de capital de risque qui offre des conseils en la matière ainsi que des conseils stratégiques aux entreprises prometteuses. NSBI forme des partenariats avec des entrepreneurs et des investisseurs pour offrir les outils et les ressources dont les clients ont besoin pour favoriser leur croissance au sein d'un marché toujours plus compétitif.

Le Industrial Expansion Fund (IEF) permet également à la Nouvelle-Écosse de stimuler le développement économique de la province. Ce fonds, qui jouit d'une certaine souplesse quant au montant et au type des financements qu'elle accorde, permet de contribuer à la prospérité de la province et de favoriser un climat commercial durable en aidant les entreprises à maintenir ou à accroître leurs niveaux de main-d'œuvre, à se classer au premier plan de la production technologique, ainsi qu'à favoriser la durabilité. Le IEF joue également le rôle de source de financement pour les initiatives gouvernementales d'envergure et la mise en œuvre de nouvelles politiques, avec pour but ultime de réaliser les objectifs indiqués dans la stratégie intitulée *Possibilités pour une prospérité durable*.

L'analyse de l'impact de l'IEF au niveau de l'économie montre que ce fonds a permis de créer ou de retenir quelque 11 000 postes à temps plein pendant une période de six ans qui s'est terminée en mars 2007. Pendant cette période, 146 M\$ ont été investis dans 40 entreprises privées, sociétés d'État et agences de développement économique. Environ deux tiers de ces investissements ont été accordés au secteur manufacturier de la province. Une analyse des flux de trésorerie a montré que chaque dollar qui avait été investi a permis d'obtenir en retour 1,89 \$.

Pendant une période de presque 11 ans qui se terminera en mars 2012, chaque dollar investi dans les clients du IEF permettront d'obtenir un rendement supérieur à cinq dollars. Cette estimation est basée sur une évaluation de l'impact cumulatif des emplois créés et conservés, ainsi que sur l'impact, au niveau financier, des emplois indirects, des bénéfices et des revenus fiscaux pour une période supplémentaire de cinq ans. Voir le document intitulé *Analysis of Economic Impacts of the Industrial Expansion Fund, 2001–02 to 2006–07*, sur le site www.gov.ns.ca/econ/impacts07.

Principaux éléments pour 2007–08

- En septembre 2007, le crédit d'impôt pour production cinématographique a augmenté de 50 % pour Halifax et de 60 % pour les régions rurales de la province. Cette augmentation permet donc de favoriser la compétitivité au sein de l'industrie cinématographique.
- En 2007–2008, la province a accordé 750 000 \$ aux entreprises et aux groupes industriels grâce au Strategic Infrastructure Investment Fund, lequel permet à des projets infrastructurels importants dans le secteur agro-alimentaire de voir le jour.
- Un nouveau crédit d'impôt pour les produits multimédias numériques, annoncé en novembre 2007, permettra aux entreprises de créer des produits interactifs comme les jeux vidéo et les sites Web.
- Strategic Opportunities Fund Inc., nouvelle société d'État qui participe au Programme d'immigration des investisseurs, permet à la province d'offrir des prêts d'au moins 1 M\$ pour les projets qui contribuent à la réalisation des objectifs de la stratégie *Possibilités pour une prospérité durable*.

Cibles mesurables pour le capital financier

Se classer au 1er rang en Atlantique pour les dollars en capital de risque du secteur privé par employé.	2005	39 \$, La N.-É. se classe au 3e rang en Atlantique			
	2006	54 \$, La N.-É. se classe au 1er rang en Atlantique			
	2007	39 \$, La N.-É. se classe au 2e rang en Atlantique			
Augmenter l'utilisation des crédits d'impôt de capital de risque et du « Community Economic Development Investment Fund » (CEDIF).	Capitaux propres et crédits d'impôt du CEDIF (2006)				
		Investissements	Crédits d'impôt	Investisseurs	Entreprises
	ETC	\$16.3 million	\$4.8 million	980	75
	CEDIF	\$5.8 million	\$1.7 million	715	18
	Total	\$22.1 million	\$6.5 million	1,695	93

Capital naturel — Durabilité

Gérer notre capital naturel de façon à pouvoir conserver notre qualité de vie, notre économie et notre environnement

Défi

Gérer les ressources naturelles de la province selon un modèle durable; assurer une compétitivité durable

Initiatives et projets actuels

Les modifications qui ont récemment été apportées à la loi de la Nouvelle-Écosse sur l'environnement (*Environment Act*) (2006) vont permettre d'améliorer la façon dont nous gérons et protégeons l'environnement. En outre, au Canada, seules quelques provinces, dont la N.-É., ont intégré des objectifs ambitieux de protection environnementale et de durabilité dans leurs lois. En juin 2007, la loi sur les objectifs environnementaux et la prospérité durable (*Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable*) a été votée. Cette loi établit 21 objectifs précis pour l'amélioration de la qualité de l'air, des sols et de l'eau, ainsi que pour les changements climatiques. La stratégie *Possibilités pour une prospérité durable*, avec cette nouvelle loi, nous permettra d'atteindre nos objectifs, c'est-à-dire posséder, d'ici à 2020, l'un des environnements les plus propres et les plus durables, avec une performance économique équivalente ou supérieure à la moyenne canadienne. Le premier rapport sur les progrès liés à chacun de ces objectifs sera publié en 2008.

16

La Baie de Fundy est l'un des endroits naturels du monde qui se prêtent le mieux à l'énergie marémotrice. En janvier 2008, la Nouvelle-Écosse a donc pris l'engagement d'accorder 5 M\$ à un projet de démonstration lié à ce type d'énergie. Nous attendons actuellement les évaluations environnementales et les différents permis, et il se peut que des centrales marémotrices produiront de l'énergie dès 2010. Cette source d'énergie renouvelable promet beaucoup quant à la réalisation, d'ici à 2020, des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 10 % de moins que les niveaux de 1990, ainsi que pour produire, d'ici à 2013, 18,5 % de l'intégralité de nos besoins énergétiques à partir de sources renouvelables (voir la loi sur les objectifs environnementaux et la prospérité durable - *Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable*).

Au niveau national, la Nouvelle-Écosse est en position de chef de file quant à la gestion des risques environnementaux associés aux activités agricoles ordinaires. Environ 42 % des 2 400 fermes de la province, soit quelque 1 000 exploitations agricoles, participent au Plan environnemental de la ferme. La Nouvelle-Écosse, en partenariat avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, a accordé, pour l'exercice 2007–2008, 11,2 M\$ aux initiatives environnementales visant à aider les agriculteurs à se conformer aux nouvelles normes de gestion environnementale et de gestion de l'eau.

Principaux éléments pour 2007–08

- Les consultations publiques sur la révision de la stratégie provinciale en matière d'énergie et sur la création d'un plan d'action sur les changements climatiques ont commencé en novembre 2007. Cette stratégie et ce plan seront publiés en 2008.
- La première Power of Green conférence, qui a eu lieu en septembre 2007, a permis de faire progresser les discussions sur la prospérité durable en Nouvelle-Écosse. À cette occasion, quelque 250 participants ont eu l'occasion de partager un ensemble de meilleures pratiques et d'approches liées à la croissance et au renouvellement en éliminant le gaspillage et en favorisant la diversité et la créativité. En raison du succès de cette conférence, une seconde est prévue pour octobre 2008.
- L'atlas des vents qui a été publié en septembre 2007 indique les régions les plus propices à l'exploitation de l'énergie éolienne.
- Un processus consultatif communautaire d'un an, portant sur les forêts, les minéraux, les parcs et la biodiversité, a été lancé en 2008. Ce processus, dirigé par Voluntary Planning, constitue la base de la stratégie relative à la gestion durable des ressources naturelles, à un environnement naturel sain, ainsi qu'à de nouveaux débouchés économiques liés à ces ressources.
- La province se rapproche de l'objectif prévoyant la protection, par la loi, de 12 % des terres grâce à l'acquisition des terres de Bowater Mersey, la création de la réserve naturelle de Blandford, ainsi que la création de nouvelles zones sauvages à Blue Mountain et à Ship Harbour Long Lake.
- Le Provincial Oceans Network est actuellement en train d'élaborer un cadre de travail provincial pour la gestion des zones côtières, lequel permettra d'établir une stratégie coordonnée liée à la gestion côtière en Nouvelle-Écosse.
- Le seuil des émissions de mercure de la Nova Scotia Power Inc. a été réduit, ce qui permettra une réduction cumulative de 70 % par rapport aux niveaux antérieurs à 2001, et donc d'atteindre les objectifs prévus par loi.
- Un document de travail sur la gestion de l'eau a été publié, et les premières consultations portant sur une stratégie globale de gestion de l'eau ont commencé en janvier 2008.
- La stratégie *Choix de la Nouvelle-Écosse*, laquelle porte sur l'achat des produits locaux, a été lancée pendant l'été 2007. Ce programme incite les Néo-Écossais à consommer les produits qui viennent de la Nouvelle-Écosse. Selon certaines enquêtes, le pourcentage des gens qui considèrent que l'achat de produits locaux est un acte essentiel, est passé, avant l'automne, de 14 à 27.

Cibles mesurables pour le capital naturel **

<p>D'ici 2015, augmenter à 12 % le pourcentage de terres protégées* en Nouvelle-Écosse.</p> <p>* Conformément à la définition de la loi sur les objectifs commerciaux et la prospérité durable (Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable)</p>	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>2006</td> <td>8,2 %</td> </tr> <tr> <td>2007</td> <td>8,2 %*</td> </tr> </tbody> </table> <p>* Les engagements pris en 2007 permettront d'augmenter les terres protégées de 8,7 % une fois celles-ci désignées et protégées par la loi.</p>	2006	8,2 %	2007	8,2 %*											
2006	8,2 %															
2007	8,2 %*															
<p>D'ici 2008, augmenter à au moins 50 % le pourcentage de fermes néo-écossaises qui participent à l'initiative Plan environnemental de la ferme.</p>	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>2004–2005</td> <td>27 %</td> </tr> <tr> <td>2005–2006</td> <td>35 %</td> </tr> <tr> <td>2006–2007</td> <td>40 %</td> </tr> <tr> <td>2007–2008</td> <td>42 % (estimation)</td> </tr> </tbody> </table>	2004–2005	27 %	2005–2006	35 %	2006–2007	40 %	2007–2008	42 % (estimation)							
2004–2005	27 %															
2005–2006	35 %															
2006–2007	40 %															
2007–2008	42 % (estimation)															
<p>Réduire la quantité de déchets éliminés à 300 kg ou moins par personne* d'ici 2015.</p> <p>* Statistique Canada</p>	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>2002</td> <td>N.-É.</td> <td>416 kg/pers.</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Canada</td> <td>760 kg/pers.</td> </tr> <tr> <td>2004</td> <td>N.-É.</td> <td>427 kg/pers.</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Canada</td> <td>772 kg/pers.</td> </tr> <tr> <td>2006</td> <td></td> <td>données à venir</td> </tr> </tbody> </table>	2002	N.-É.	416 kg/pers.		Canada	760 kg/pers.	2004	N.-É.	427 kg/pers.		Canada	772 kg/pers.	2006		données à venir
2002	N.-É.	416 kg/pers.														
	Canada	760 kg/pers.														
2004	N.-É.	427 kg/pers.														
	Canada	772 kg/pers.														
2006		données à venir														
<p>D'ici 2013, faire en sorte que 18,5 % de l'électricité* totale de la Nouvelle-Écosse soit produite par des sources d'énergie renouvelables (vent, marée, biomasse, soleil et eau)</p> <p>* avant et après 2001</p>	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>2001</td> <td>8,5 %</td> </tr> <tr> <td>2006</td> <td>10 %</td> </tr> <tr> <td>2007</td> <td>11,3 % (estimation)</td> </tr> </tbody> </table>	2001	8,5 %	2006	10 %	2007	11,3 % (estimation)									
2001	8,5 %															
2006	10 %															
2007	11,3 % (estimation)															

18

**Remarque: Le rapport d'étape annuel lié à la loi sur les objectifs environnementaux et la prospérité durable (*Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable*) contient un ensemble d'objectifs et de mesures pour le capital naturel.



Capital matériel — Infrastructure

Avoir à sa disposition une infrastructure durable permettant de répondre aux besoins économiques actuels et futurs

Défi

Effectuer des investissements stratégiques sur le plan de l'infrastructure pour procurer aux Néo-Écossais des avantages durables

Initiatives et projets actuels

Faire de la Nouvelle-Écosse la porte d'entrée de l'Atlantique permettra d'offrir, non seulement à cette province, mais également à la région atlantique et au Canada, un certain nombre d'avantages économiques. Au cours de la dernière année, la N.-É. a fait des progrès considérables dans ce sens en faisant la promotion de cette initiative auprès de diverses parties prenantes pour obtenir leur soutien. Le gouvernement du Canada a pris un engagement à l'égard de cette initiative dans le budget 2007. La liste des projets connexes vient du secteur privé et a été validée par un grand nombre d'études et de rapports effectués par divers experts qui représentent le monde de l'entreprise, le secteur industriel ainsi que les communautés. Associés les uns aux autres, ces projets formeront donc l'assise sur laquelle se construira l'avenir de la Nouvelle-Écosse en tant que porte d'entrée de l'Atlantique au Canada.

La capacité de la Nouvelle-Écosse à exploiter les marchés internationaux dépend de l'amélioration des connexions aériennes entre le pays et l'étranger. C'est la raison pour laquelle la Nouvelle-Écosse encourage le gouvernement fédéral à poursuivre sans relâche la libéralisation des accords de transport aérien avec d'autres pays. Le Canada a annoncé un accord ciel ouvert avec l'Islande en 2007, ce qui permettra à l'icelandais d'offrir à ses passagers des vols à destination de plusieurs villes canadiennes, dont Halifax, sans aucune restriction.

Les augmentations des dernières années liées au financement des routes ont permis à la province d'améliorer son infrastructure routière. L'accès au programme fédéral de financement des infrastructures annoncé dans le budget fédéral de 2007 a permis de poursuivre le travail déjà commencé sur les routes de la série 100, dont le projet d'élargissement à quatre voies de l'autoroute 101, qui devrait se terminer en 2012. La signature du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique avec le gouvernement fédéral permettra de faire des travaux sur les routes 104 et 125.

En ce qui concerne Internet, l'accès haute vitesse à large bande constitue aujourd'hui, que ce soit pour les entreprises ou les particuliers, une vraie nécessité. Cet accès est également essentiel à la prestation efficace des programmes sociaux de la province. L'initiative *Service à large bande pour les régions rurales de la Nouvelle-Écosse* est sur la bonne voie quant à la réalisation de son principal objectif : faire en sorte que toutes les régions de la province soient couvertes par l'accès haute vitesse à bande large avant la fin 2009, ce qui ferait de la Nouvelle-Écosse l'une des provinces les mieux connectées en Amérique du Nord.

Principaux éléments pour 2007–2008

- En octobre 2007, la province a signé un protocole d'entente avec Transports Canada, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, ainsi que les trois autres provinces de la région de l'Atlantique, pour apporter son soutien à l'initiative sur la porte d'entrée de l'Atlantique.
- Le projet pilote *Service à large bande pour les régions rurales de la Nouvelle-Écosse* (de Tidnish à Port Howe) a été mené à bien avec succès en juin 2007. En décembre 2007, des contrats ont été signés avec deux fournisseurs d'accès Internet pour proposer l'accès haute vitesse à certaines régions de la province, ce qui représente quelque 200 000 personnes, 93 500 logements, 213 écoles et 5 600 entreprises.
- La province a fait une soumission auprès de Transports Canada en ce qui concerne les négociations canado-européennes sur le transport aérien. Ces négociations ont commencé à l'automne 2007 et sont essentielles pour la province.
- En juin 2007, 2,25 M\$ ont été annoncés dans le budget provincial pour le nouveau Seaport Farmers' Market à Halifax. Cet édifice respectueux de l'environnement possèdera un toit écologique et produira de l'énergie grâce à des éoliennes et des panneaux solaires. Ce marché permettra de répondre à la demande croissante de produits fabriqués et cultivés en Nouvelle-Écosse.
- En avril 2007, la province a étendu de 2 à 14 kilomètres le site fossilifère de Joggins protégé par loi. Le nouveau Joggins Fossil Centre ouvert en avril 2008, sous l'administration de la Cumberland Regional Economic Development Association. Des directives en matière de recherche paléontologique sont actuellement en cours en vue de faire de ce lieu un site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Cibles mesurables pour le capital matériel

	Périodes	Moyenne de morts/d'accidentés
Avoir une diminution de 30 % du nombre total de morts et d'accidentés graves découlant d'accidents sur les routes de la province d'ici la période 2008-2010 comparativement à la moyenne pour la période 1996–2001.	1996–2001	504: 0 % de réduction (année de référence)
	2002–2004	416: 17,5 % de réduction
	2003–2005	390: 22,6 % de réduction
	2004–2006	392: 22,2 % de réduction
D'ici à décembre 2009, 100 % des Néo-Écossais auront accès à Internet à haute vitesse.	2006–2007	80 % des Néo-Écossais

Capital humain — Main-d'œuvre

Adopter une perspective à long terme pour faire en sorte que la main-d'œuvre de la Nouvelle-Écosse continue à attirer les entreprises

Défi

Traiter un certain nombre de problèmes comme le vieillissement de la population, l'émigration des travailleurs qualifiés, les compétences nouvelles, la demande croissante de travailleurs hautement qualifiés, ainsi que les niveaux de productivité, lesquels sont plus faibles que la moyenne nationale

Initiatives et projets actuels

Le renouvellement du cadre de référence Compétences Nouvelle Écosse a permis d'élaborer une nouvelle stratégie pour le recrutement, le perfectionnement professionnel, la fidélisation de la main-d'œuvre et le retour des travailleurs émigrés, ainsi qu'une structure de mise en œuvre collaborative. Un certain nombre d'initiatives ont été créées pour améliorer les possibilités liées à la formation et à l'expérience professionnelle, garder la main-d'œuvre qualifiée dans la province et attirer des travailleurs qualifiés en Nouvelle-Écosse (nouveaux venus et personnes qui ont déjà habité dans la province).

Opportunités Nova Scotia, initiative à deux phases visant à mettre en contact les employeurs de la province et les travailleurs qualifiés, à la fois au niveau provincial et national, a été lancée en 2007. La première phase concernait seulement les employeurs et la main-d'œuvre de la Nouvelle-Écosse, alors que la deuxième phase a permis de présenter au reste du pays les entreprises et les secteurs de la province dans le but d'attirer de nouveaux talents. Les activités de recrutement et de fidélisation de la phase 2 se poursuivent.

En 2008, la province procèdera au transfert, vers la Nouvelle-Écosse, de l'administration des Ententes de développement du marché du travail fédéro-provinciales. Cette série de programmes, évaluée à 81 M\$ chaque année, permet d'aider les personnes qui touchent des indemnités de chômage à recevoir une formation, à se préparer à la vie active et à trouver un emploi. Des fonds supplémentaires (14,5 M\$), accordés grâce à une seconde entente de développement du marché du travail, pourront permettre d'offrir des services aux personnes qui n'ont pas droit aux indemnités de chômage. Ces ententes constituent une occasion formidable quant à la mise sur pied d'un meilleur système de programmes ciblés et coordonnés, grâce à un modèle intégré de développement du marché du travail favorisant la pleine participation de la Nouvelle-Écosse à l'économie mondiale.

L'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse, système provincial offrant des formations gratuites, poursuit son travail avec beaucoup de succès. Cette école permet d'offrir aux adultes qui souhaitent améliorer leur maîtrise de la lecture et de l'écriture, leurs compétences, ou obtenir un diplôme d'études secondaires, un certain nombre de formations.

Les membres du programme d'apprentissage et d'accréditation poursuivent leur travail avec le secteur industriel et d'autres partenaires pour que les Néo-Écossais puissent suivre des formations de qualité répondant aux besoins des employeurs.

Principaux éléments pour 2007–08

- Le programme de formation dans le secteur de l'énergie pour étudiants (Energy Training Program for Students) offre des mesures salariales incitatives permettant d'aider les étudiants à acquérir une expérience professionnelle dans le secteur de l'énergie.
- Des certificats de qualification ont été remis aux 668 personnes qui ont terminé un programme d'apprentissage entre le 1er avril 2007 et le 20 février 2008. La participation à ce programme connaît une augmentation régulière depuis 2001, année où 641 certificats ont été délivrés.
- Quelque 450 adultes recevront en juin 2008 un diplôme d'études secondaires.
- La province a signé avec le gouvernement fédéral une nouvelle entente en matière d'immigration, ce qui permettra d'attirer plus facilement des travailleurs étrangers qualifiés.
- Le comité chargé du développement économique du Forum tripartite Mi'kmaq-Nouvelle-Écosse-Canada encourage la communauté mi'kmaq à être davantage présente sur le marché du travail et à exploiter les opportunités économiques qui existent, dans le but d'améliorer les conditions de vie de ses membres. Afin de pouvoir réaliser les objectifs en question, ce comité a facilité la création d'un poste de coordonnateur des programmes d'apprentissage et apporté son soutien à l'élaboration d'une stratégie en matière de tourisme pour la culture mi'kmaq.
- La Nouvelle-Écosse est la première province au Canada à introduire une loi et des règlements visant à protéger l'emploi et la formation des réservistes qui souhaitent servir leur pays.

Cibles mesurables pour le capital humain

	Année	Nouvelle-Écosse %	Canada %	Rapport
Augmenter le taux de participation à la main-d'œuvre de travailleurs âgés de 55 à 64 ans, pour se rapprocher de la moyenne nationale	2004	51,1	57,3	0,89
	2005	50,8	57,9	0,88
	2006	51,2	58,7	0,87
	2007	52,3	60,1	0,87
D'ici 2010, atteindre ou surpasser le pourcentage national moyen de jeunes de 15 et plus qui ont un diplôme d'études secondaires.	2004	72,3	75,6	
	2005	73,2	76,4	
	2006	73,4	76,8	
	2007	74,7	77,8	
Atteindre ou surpasser annuellement le pourcentage national moyen de jeunes de 15 ans et plus qui ont un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires, ou un diplôme universitaire.	2004	49,0	46,6	
	2005	48,5	48,0	
	2006	48,5	48,8	
	2007	48,8	49,9	

Capital social — Capacité régionale

Exploiter les moyens permettant d'élargir les possibilités économiques de la Nouvelle-Écosse tout en assurant une bonne qualité de vie à ses habitants

Défi

Développer les capacités communautaires; favoriser l'esprit d'entreprise ainsi que le développement régional

Initiatives et projets actuels

En décembre 2007, la province a fait connaître son cadre de travail en matière de prospérité sociale, lequel s'intitule *Tisser les liens d'un tissu social durable*. Ce cadre de travail vient compléter la stratégie *Possibilités pour une prospérité durable* ainsi que la loi sur les objectifs gouvernementaux et la prospérité durable (*Loi sur l'environnement et sur la prospérité durable*) en mettant l'accent sur la façon dont la prospérité sociale, la prospérité environnementale ainsi que la notion de durabilité environnementale sont liées les unes aux autres et dépendent les unes des autres. Ce cadre de travail établit une vision précise pour 2020, selon laquelle « chaque Néo-Écossais a la possibilité de vivre bien et de contribuer de façon significative à la vie d'une province qui prend soin de ses habitants, qui est sûre et créative — que ce soit maintenant et à l'avenir ». Ce cadre de travail établit de plus un certain nombre d'objectifs en matière de santé et de bien-être, d'éducation permanente, d'accès et d'intégration, de développement et de l'engagement citoyen, ainsi que de la sécurité.

La province de la Nouvelle-Écosse investira 34,9 M\$, accordés par une nouvelle Fiducie nationale pour le développement communautaire, pour favoriser le développement communautaire et la diversification. Cela permettra d'aider les communautés et les travailleurs qui subissent les conséquences de la compétitivité mondiale, de la faiblesse des économies et de la valeur élevée du dollar canadien. Cette fiducie permettra de favoriser la prospérité durable dans les domaines suivants : augmentation de la diversification économique et commerciale, amélioration de la productivité, innovation et formation, élaboration de plans de transition communautaire, et aide pour les travailleurs qui connaissent des problèmes d'ajustement.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse continue à apporter un soutien aux entreprises des régions rurales grâce au programme de fidélisation et de développement des entreprises (Business Retention and Expansion Program). Ce programme communautaire permet de rassembler un certain nombre d'informations afin de pouvoir mieux comprendre ces entreprises, identifier les problèmes présents et faire des recommandations. Il fait partie d'un partenariat multilatéral entre le ministère du Développement économique de la Nouvelle-Écosse, NSBI, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse ainsi que l'Association des autorités régionales de développement de la Nouvelle-Écosse. Le programme en question a été mis en œuvre en tant que projet pilote dans sept régions de la Nouvelle-Écosse au cours des deux dernières années, et six nouvelles autorités régionales de développement se joindront cette année au nouveau programme. Ce dernier sera mené à bien dans toute la province pendant l'exercice 2008–09.

En 2007–08, Le ministère du Développement économique de la Nouvelle-Écosse a mis en œuvre, en tant que projet pilote, un nouveau programme de création d'entreprises qui offre aux propriétaires ou aux exploitants d'entreprises, et dans le but de revoir et d'évaluer leurs pratiques ainsi que de développer de nouvelles approches, les services de consultants. Cette aide vise les activités suivantes : formation et recrutement, élaboration d'études de marché et de plans d'affaires, plans publicitaires et promotionnels, techniques de commercialisation visuelle, outils de gestion fiscale. Trente-cinq demandes ont été présentées pour ce projet qui s'est terminé le 31 mars 2008; le programme est actuellement en cours d'évaluation.

Le programme des membres fondateurs de l'initiative Où il fait bon vivre permet, dans le but de créer de nouvelles possibilités de réseautage, de réunir différents secteurs de la province, dont des associations d'entreprises ainsi que des organismes de recherche et pédagogiques. Un programme de marketing externe portant sur la communauté des sciences de la vie en Nouvelle-Écosse est actuellement en cours. Ce programme a pour but d'informer les entreprises de ce secteur et de leur présenter les possibilités d'investissement.

Principaux éléments pour 2007–08

- La cérémonie *Prix et conférence Célébrons les collectivités* a eu lieu à Sydney en septembre 2007. Trois cents responsables et représentants communautaires, que ce soit au niveau des entreprises ou gouvernemental, s'y sont rencontrés pour former des partenariats, discuter d'approches novatrices et partager leurs idées sur le développement communautaire durable.
- Depuis sa mise en œuvre en 2007–08, l'initiative Vitalité communautaire a permis à quelque 20 représentants la diversité des communautés de la Nouvelle-Écosse de participer à des ateliers, des conférences et activités d'apprentissage pour pouvoir améliorer leurs compétences et permettre de développer les capacités des communautés à demeurer dynamiques, compétitives et durables.
- Un comité interministériel sous la direction du Forum sur la défense de la Nouvelle-Écosse est en train de mettre en place des mesures visant à soutenir les membres du personnel militaire et leurs familles, ainsi qu'à développer les capacités, au sein du gouvernement provincial, de promotion du bien-être de ces derniers.

Cibles mesurables pour le capital social

	Year	Nouvelle-Écosse %	Canada %
Maintenir le rapport entre le revenu rural et le revenu provincial à la moyenne nationale ou au-delà.	2005	92	92
	2006	93	92
Atteindre ou dépasser annuellement le pourcentage national moyen de nouvelles entreprises établies par rapport au nombre total d'entreprises établies.	2004	14,7	14,7
	2005	13,0	15,6

